

Sécurité sociale : à qui profite le trou?

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1261

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025444>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A qui profite le trou?

L'avenir de la sécurité sociale exige un large débat, aussi bien sur la question de son financement que sur celle des prestations. Les annonces catastrophistes de la presse de boulevard et des organisations patronales – mais c'est probablement leur objectif – n'en facilitent pas le déroulement. Deux articles de nos rédacteurs et notre invité, Jean-Pierre Fragnière, posent quelques jalons d'explication.

DERNIÈRES NOUVELLES

Otto Piller, ex-candidat au Conseil Fédéral, va prendre la direction de l'OFAS (Office fédéral des assurances sociales). Le Fribourgeois sera soumis à un dur labeur: mise en place d'une nouvelle assurance-maladie; création d'une assurance-maternité; onzième révision de l'AVS, etc.

(jd) Semaine après semaine, les journaux dominicaux chassent l'événement saignant qui attire le chaland. Dans cette course à l'audience, tous les moyens sont permis, de l'affabulation légère au grossier mensonge.

Le *Sonntagsblick* n'a pas failli à la règle en publiant, il y a dix jours et avant même sa publication officielle, les bonnes feuilles du rapport sur le financement des assurances sociales. Comme la stricte relation des faits manque d'attrait, le journal n'a pas hésité à inventer un trou financier de 30 milliards en 2010 et 52 milliards en 2025.

Lorsque le filon se révèle prometteur, il n'y a pas de raison de l'abandonner. Aussi, dès le lendemain et quotidiennement, *Blick* prend le relais en insistant lourdement sur «la débâcle de l'AVS» et l'incompétence de Ruth Dreifuss qu'il invite même à démissionner.

Rentiers versus maternité

Le groupe Ringier n'a d'autre visée que le tirage de ses publications. D'où sa pratique forcenée de la personnalisation de l'actualité, la mise en valeur systématique de figures connues du public et susceptibles de cristalliser l'admiration ou la détestation des lecteurs. On sait qu'Adolf Ogi jouit de la faveur du *Blick* alors qu'Otto Stich fut l'une de ses têtes de Turc préférée. Arthur Jorge a connu les foudres du quotidien zurichois lorsqu'il a rayé Sutter et Knup du cadre de l'équipe nationale de football, mais l'orage s'est calmé après le match nul face à l'Angleterre: *Blick* excelle à sentir le vent.

Mais dans l'affaire de la sécurité sociale, il y a plus. Ringier s'est prêté à une action concertée à caractère politique. Le dimanche même où le *Sonntagsblick* révélait des extraits du rapport, les organisations patronales et le parti radical tiraient la sonnette d'alarme dans un communiqué daté de la veille. Cette fuite savamment orchestrée, la mise en scène médiatique du déficit de la sécurité sociale visent à inquiéter les rentiers et futurs rentiers, à jouer les retraités et les cotisants contre la maternité et à impressionner un Conseil Fédéral sur le point de débattre d'un projet d'assurance maternité. Opération réussie puisque ce lundi le gouvernement a renvoyé sa décision à la fin de l'été.

Pour l'heure nous retenons que le prétendu trou de la sécurité sociale n'est rien d'autre que l'augmentation prévisible des dépenses. Mais à cette augmentation il faut opposer

une adaptation correspondante des recettes. Ce sont donc 5 et non 30 milliards à trouver d'ici 2010 (13 et non 52 milliards jusqu'en 2025). Par ailleurs l'AVS repose sur des bases saines alors que l'assurance-maladie, si les coûts de la santé continuent d'évoluer au rythme actuel, va peser lourd sur la facture sociale. C'est donc dans ce secteur que la rationalisation et le contrôle des coûts doivent être renforcés. Enfin il est regrettable d'exprimer les besoins financiers supplémentaires en pour-cent de TVA ou de prélèvement sur les salaires, comme le font les experts. Ce genre d'illustration ne peut que susciter des craintes et des résistances justifiées – par exemple à propos de l'alourdissement des coûts du travail et de son impact négatif sur l'emploi –, alors que le débat doit précisément porter sur de nouvelles modalités de financement de la sécurité sociale.

Pour le surplus, nous prendrons la peine d'étudier attentivement le rapport avant de nous prononcer, tout en ne cachant pas notre admiration à l'égard des organisations et des partis qui réussissent à lire et à analyser si rapidement un dossier aussi épais et complexe. ■

Une polémique plus politique que scientifique

(ag) Le groupe de travail, chargé de fournir des données d'experts sur les besoins complémentaires des assurances sociales, était interdépartemental, comme ne l'indique pas nécessairement pour les francophones son nom bizarre de JDA Fiso: interdepartementale Arbeitsgruppe «Finanzierungsperspektiven des Sozialversicherungen». Cette assise large (le Département de l'économie était représenté), garant d'un travail sérieux, aurait justifié un traitement du rapport autre que prématuré, partisan et polémique.

● Petit exemple de relais médiatique. La NZZ en titre principal affirme: «alarmante aggravation du coût des assurances sociales» (14.6., page 15). Dans la même page, petite information sur les réactions des partis: le parti radical parle de «chiffres alarmants». La voix de son maître, à l'adjectif près.

● Ce qui est groupé sous la rubrique des ●●●